



CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Session ordinaire 2016-2017

vg

P.V. PETI 08

Commission des Pétitions

Procès-verbal de la réunion du 10 janvier 2017

Ordre du jour :

1. Adoption des projets de procès-verbal des réunions jointes des 9 et 24 novembre 2016 et des réunions des 24 octobre, 29 novembre et 13 décembre 2016
2. Avis quant à la recevabilité de demandes de pétition publique
3. Suivi des pétitions en cours d'instruction
4. Divers

*

Présents : M. Marc Angel, Mme Nancy Arendt, M. Lex Delles, M. Gusty Graas, M. Max Hahn, M. Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, Mme Cécile Hemmen, M. Roger Negri, M. Marcel Oberweis, M. Marco Schank, M. Roberto Traversini, M. David Wagner

Mme Vera Haas-Gelejinsky, de l'Administration parlementaire

*

Présidence : M. Marco Schank, Président de la Commission

*

1. **Adoption des projets de procès-verbal des réunions jointes des 9 et 24 novembre 2016 et des réunions des 24 octobre, 29 novembre et 13 décembre 2016**

La Commission adopte les projets de procès-verbal repris ci-dessus.

2. **Avis quant à la recevabilité de demandes de pétition publique**

Demande de pétition publique 754 - Wahlmöglichkeit der Unterrichts- und Prüfungssprache im Sekundarunterricht (F,D,L?)

Alors que dans l'intitulé de sa pétition, l'auteur demande le libre choix des élèves de la langue d'enseignement, elle se limite, dans sa motivation, à évoquer les désavantages des élèves luxembourgeois par rapport aux élèves francophones. La Commission rappelle que la langue d'enseignement dans le cycle inférieur de l'enseignement secondaire est l'allemand, excepté pour les mathématiques. Par ailleurs, la pétitionnaire passe sous silence les problèmes auxquels sont confrontés les élèves luxembourgeois qui maîtrisent mieux le français que l'allemand.

Afin de conférer un maximum de clarté au texte de la demande, la pétitionnaire est invitée à y supprimer tout élément prêtant à confusion.

Demande de pétition publique 755 - Aufhebung des Bankgeheimnisses

La Commission demande au pétitionnaire de faire précéder l'intitulé des termes « Für die ». Par ailleurs, la citation d'un député dans la motivation est à supprimer.

Demande de pétition publique 756 - Petitioun fir d'Flexibiliséierung vun den öffentlechen Servicer

Le représentant de la sensibilité politique « déi Lénk » est d'avis qu'il y a lieu de compléter l'intitulé comme suit : Petitioun fir d'Flexibiliséierung vun den Öffnungszäite vun den öffentleche Servicer.

Un représentant du groupe politique DP opine que les heures d'ouverture des services communaux varient d'une commune à l'autre, ceci conformément au principe de l'autonomie communale. Un représentant du groupe politique LSAP, tout en partageant cet avis, estime qu'il est tout à fait loisible au Ministre de l'Intérieur d'adresser des recommandations aux communes en matière d'ouverture de leurs services.

La Commission émet un avis favorable au sujet de la pétition sous réserve de la modification de l'intitulé par le pétitionnaire.

Demande de pétition publique 757 - Mobil a fix Radaren : Zil net erfëllt!

La motivation de l'intérêt général donne lieu à un échange de vues duquel il y a lieu de retenir que l'argumentation, quoique très tendancieuse, reflète la conviction légitime du pétitionnaire que la Commission ne peut contester.

Pour ce qui est de la forme du texte, la Commission demande

- une précision au niveau de l'intitulé qui se lirait « Fir d'Ofschafe vu mobilen a fixe Radaren » ;
- une reformulation au niveau du but de la pétition qui se lirait « Ofschafe vu mobilen a fixe Radaren, well d'Ziler vun der Regierung - Sécurité publique, Liewe retten, Accidenter verhënneren - net erfëllt sinn » ;
- la suppression de la forme interrogative dans la motivation de l'intérêt général.

Le pétitionnaire sera informé en ce sens.

Demande de pétition publique 758 - Introduire la participation de la CNS immédiatement chez les médecins/docteurs/dentistes et autres acteurs du secteur de la santé

En présence de la pétition publique 705 - Pour la généralisation du tiers payant pour toutes les visites et interventions médicales, déposée le 9 septembre 2016, la Commission invoque l'article 155bis (3) du Règlement de la Chambre selon lequel une pétition publique introduite sur le site Internet de la Chambre ne peut être présentée à nouveau au cours de l'année qui suit son introduction conformément au paragraphe 2.

Par conséquent, la Commission émet un avis négatif au sujet de la demande de pétition publique 758.

Demande de pétition publique 759 - Stopp de Pavillon op der Weltausstellung zu Dubai

En présence de la pétition publique 624 - Contre une participation du Luxembourg à l'exposition universelle 2020 à Dubai, déposée le 21 mars 2016, la Commission invoque l'article 155bis (3) précité et émet un avis négatif au sujet de la demande de pétition publique 759.

Demande de pétition publique 760 - Pour la mise en place d'un plan d'action national ambitieux et concret en matière de construction de logements

S'il est vrai que la demande de pétition publique reprend certains éléments de la pétition publique 724 – Bezuelbare Wunnraum, déposée le 3 octobre 2016, Monsieur le Président est d'avis qu'elle contient bon nombre d'arguments nouveaux, de sorte que l'article 155bis (3) du Règlement de la Chambre ne s'applique pas.

Les membres de la Commission, excepté le représentant de la sensibilité politique « déi gréng », partagent l'avis de Monsieur le Président et émettent un avis positif au sujet de la demande de pétition publique 760.

Demande de pétition publique 761 - Chauffeurs de bus (secteur privé) NON AUX PLANS DE TRAVAIL SEULEMENT 48h à l'avance. Nous exigeons AU MOINS 1 semaine COMPLÈTE!!

En vue d'une meilleure lisibilité du texte, le pétitionnaire est invité à réorganiser certaines données dans sa motivation.

Demande de pétition publique 762 - Congé payé légal d'au moins 30 jours pour tout le secteur privé

La Commission émet un avis positif au sujet de la demande de pétition publique 762.

Demande de pétition publique 743 - Pour la naturalisation luxembourgeoise
Demande de pétition publique 753 - Pour l'application de sanctions financières (et à reverser au secteur associatif), aux entreprises ne respectant pas les quotas d'employabilité des personnes avec un handicap, ou en situation de handicap.

Demande de pétition publique 745 - Ouvrir un centre médical spécialisé dans les abus sexuels et violences sur mineur au Luxembourg (concept du « Barnhus »)

Les textes reformulés des demandes de pétition publique 743, 753 et 745 répondent aux demandes de la Commission qui émet un avis positif à leur

sujet.

Demande de pétition publique 735 - Quelle place pour les Luxembourgeois de l'étranger ?

Demande de pétition publique 737 - Pétition pour un référendum national avant ratification du traité commercial CETA

Demande de pétition publique 738 - Chantiers et circulation

Demande de pétition publique 740 - Gratuité des musées pour les enfants

Les auteurs des pétitions 735, 737, 738 et 740 n'ont pas répondu à la demande de la Commission de reformuler leurs textes. Par conséquent les membres de la Commission émettent un avis négatif quant à la recevabilité des demandes de pétition publique précitées.

3. **Suivi des pétitions en cours d'instruction**

Validation de signatures

Pétition publique 724 - Bezuelbare Wunnraum

Signatures valides	1.225
Doublons	54

Pétition publique 731 - Ariichten a Promotioun vun engem öffentlechen Täterpräventiounsdeingscht

Signatures valides	63
Doublons	0

La Commission valide les signatures des pétitions publiques 724 et 731. Vu qu'elles n'ont pas atteint le seuil des 4.500 signatures, elles ne pourront faire l'objet d'un débat public. Les pétitionnaires seront invités à se prononcer sur une poursuite éventuelle de leurs pétitions reclassées en pétitions ordinaires.

Clôture de pétitions

Pétition publique 684- Fir eng Modificatioun vum Règlement grand-ducal vum 21. Juni 1978 iwwert d'Verstreeë vun den Äschen

Pétition publique 689 - Soulager les futurs locataires

Pétition publique 695 - Forfait fixe par mois pour la gérance d'un appartement

Pétition publique 699 - Allocation d'éducation

Pétition publique 702 - Dérogation du port de ceinture pour tous les conducteurs de bus en Service National Rgtr, Tice, Avl, Tec etc....

Pétition publique 703 - Pour l'introduction d'une république au Luxembourg en remplacement de la monarchie

Pétition publique 707 - Recht auf ein pestizidfreies Leben in Luxemburg / Droit à une existence sans pesticides au Luxembourg.

Pétition publique 708 - Introduction d'une formation de base aux premiers secours dans les écoles luxembourgeoises

Pétition publique 711 - Fir e generell Vermummungsverbuet am öffentleche Raum

Pétition publique 712 - Einheitliche Energiesteuersätze für Diesel und Benzin

Pétition publique 713 - Améliorer la sécurité des piétons et cyclistes à Luxembourg

Pétition publique 717 - Droit au don du sang pour les hommes homosexuels

Les auteurs des pétitions reprises ci-dessus et dont le seuil de 4.500 signatures n'était pas atteint ne se sont pas manifestés en faveur d'une poursuite de l'instruction de leurs pétitions reclassées en pétitions ordinaires.

La Commission décide que l'instruction de ces pétitions est à considérer comme étant close.

**

Pétition 647 - Pour une surveillance des gérances de copropriétés
Pétition 666 - D'Spaghettimonsterkierch zu Lëtzebuerg offiziell unerkennen!

La prise de position gouvernementale n'ayant suscité aucune réaction, dans un délai de deux mois, de la part des pétitionnaires, la Commission décide de clôturer l'instruction des pétitions 647 et 666.

Reclassement en pétition ordinaire

Pétition publique 704 - Interdiction des vols de nuit

A la demande du pétitionnaire, la pétition publique 704 est reclassée en pétition ordinaire et sera transmise au Ministre du Développement durable et des Infrastructures en vue d'une prise de position.

Réaction de pétitionnaires suite aux prises de position gouvernementales

Pétition 662 - Suppression des droits de succession et de mutation par décès à verser par les époux sans enfants ni descendants communs
Pétition 729 - Demande d'octroi de la classe d'impôt 2 aux familles monoparentales

Les réactions des auteurs des pétitions 662 et 729 aux réponses du Gouvernement sont transmises au Ministre des Finances en vue d'une prise de position. Par ailleurs la Commission est appelée à se prononcer au sujet des doléances présentées par l'auteur de la pétition 729 en ce qui concerne l'instruction de sa pétition.

Pétition publique 728 – Gratuité du transport public pour les étudiants

Vu les 6.914 signatures recueillies par la pétition publique 728, cette dernière remplit les conditions d'organisation d'un débat public. Or, le Ministre du Développement durable et des Infrastructures et le Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Médias, des Communications et de l'Espace ont annoncé que les revendications des pétitionnaires seraient prochainement satisfaites.

Il appartient dès lors aux pétitionnaires de se prononcer sur l'opportunité d'un débat public.

Prises de position du Gouvernement quant au suivi réservé aux pétitions ayant fait l'objet d'un débat public

Monsieur le Président signale la présence des trois nouvelles prises de position

du Gouvernement, à savoir :

Pétition publique 483 - Pétition contre le Règlement grand-ducal « ouverture de chasse pour l'année cynégétique 2015/16 » Petition gegen die Ausführungsbestimmung (RGD) « ouverture de chasse pour l'année cynégétique 2015/16 »

Lettre de la Ministre de l'Environnement du 12 décembre 2016 ;

Pétition publique 507 - Eis Kanner sinn zu allem fähig. Fir e richtegt a professionellt Schwammeléieren an der Grondschooul!

Lettre du Ministre de l'Education nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse du 8 décembre 2016 ;

Pétition publique 596 - Pour le droit aux écoles privées pour tous : des écoles privées dans le secteur du handicap et le secteur des enfants à besoins spécifiques

Lettre du Ministre de l'Education nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse du 8 décembre 2016.

4.

Divers

Calendrier

Madame Lydie Err présentera le rapport annuel d l'Ombudsman le jeudi 2 mars 2017, à 10 heures.

Luxembourg, le 26 janvier 2017

Le Secrétaire-administrateur,
Vera Haas-Gelejinsky

Le Président,
Marco Schank